

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Écologie (France) > Grands Projets (France) > **Vigilance : les JO parisiens de 2024 - « Le gros problème, c'est le (...)**

Vigilance : les JO parisiens de 2024 - « Le gros problème, c'est le déficit de démocratie »

lundi 14 mai 2018, par [BOURQUIN Jean-Marc](#), [GINTRAC Cécile](#) (Date de rédaction antérieure : 10 mai 2018).

Entretien. Cécile Gintrac est géographe de formation, et enseigne la géographie en classe prépa. Elle habite Saint-Denis depuis 2011 et participé à la création du comité de vigilance mis en place après l'annonce de l'organisation des JO à Paris en 2024.

Jean-Marc Bourquin - Peux-tu nous présenter le comité de vigilance ?

Cécile Gintrac - On a eu l'idée avec une amie géographe, prof à la fac de Paris 8, avec diverses personnes de la ville, de lancer une structure. On a fait une première réunion juste après l'attribution des JO, en septembre 2017.

C'est un collectif, ce n'est pas une association, c'est le comité de vigilance JO 2024 à Saint-Denis. Il y en a un autre à Saint-Ouen, plus proche de La France insoumise, qui s'est monté en janvier 2018 sur le même principe, parce que c'est à Saint-Ouen sur une partie du village olympique qu'il y aura l'essentiel des expulsions d'entreprises, et peut-être du foyer de travailleurs migrants.

Il existe un groupe « Non aux JO 2024 » au niveau national. Ils sont venus au début. De notre côté, nous n'avons pas tranché la question « pour ou contre les JO », d'abord parce que parmi les présents, il y avait des positions très différentes, certains très opposés au principe même des JO, de l'évènement, et d'autres qui aiment bien les évènements sportifs, mais qui sont plutôt inquiets sur ce que ça va donner sur le territoire.

Notre objectif, pour le moment, est de recueillir un maximum d'informations sur Saint-Denis, de les décrypter et de les diffuser au travers des réseaux sociaux.

Il y a une contre-expertise citoyenne, avec des géographes, des urbanistes, des étudiants de géographie de Paris 8. L'idée, c'est de faire des réunions mensuelles itinérantes, à la Bourse du travail, à Pleyel, ce qui nous a permis de rencontrer des collectifs qui interviennent sur des sujets très différents, notamment comme le collectif Pleyel Avenir qui se bat sur la question des échangeurs de l'A86, comme les riverains du stade de France, le collectif Lamaze pour l'enfouissement de l'A1, contre les expulsions du Grand Paris. Ce n'est pas directement les JO, mais ça fédère des collectifs pour lesquels les JO vont avoir un impact, vont donner un coup d'accélérateur. On compte continuer sur les quartiers Franc-Moisin, Floréal-Saussaie, Marville, sur la durée. Six ans, c'est à la fois court et long.

Qu'est-ce que la loi olympique adoptée le 26 mars dernier ?

Ce sont des dispositifs d'exception. La loi olympique permet des dérogations au code de l'urbanisme, entre autres sur les expulsions. À Saint-Denis, seules des friches seraient concernées, mais à Saint-Ouen il y a des entreprises à expulser, ainsi qu'un foyer de travailleurs migrants.

En parallèle de la loi olympique, vont également être créées des Opérations d'intérêt national (OIN), qui permettent de passer en dernier ressort par dessus les permis de construire du maire. Ils disent qu'a priori ils ne vont pas le faire, mais cela leur permet de le faire. Et une société de livraison des ouvrages olympiques (la Solideo) a été créée, qui a la main sur l'essentiel des questions d'aménagement.

Tout cela va coûter très cher...

Les budgets ont été largement sous-estimés pour emporter les jeux, particulièrement sur le village olympique et sur le centre aquatique. La question est : qui va payer ? Sachant que l'État ne va pas mettre plus... Un rapport a été commandé à l'inspection générale des finances pour voir comment éviter les déficits.

Il y a évidemment de gros enjeux politiques derrière, parce que les acteurs politiques locaux ont des intérêts dans le dossier. Nous avons été reçus par Russier (maire de Saint-Denis) et Braouezec, qui manifestement ne veulent pas qu'on les embête. D'autant qu'on a monté un compte Twitter qui permet de faire de la contre-communication avec très peu de moyens. Chaque fois qu'ils parlent de la transparence des JO, l'exemplarité... on passe derrière pour dire que les habitants n'ont pas été consultés, etc.

Le gros problème, c'est le déficit de démocratie. On n'y comprend rien, on n'a pas les documents. Il a fallu attendre de voir le rapport de l'IGF pour y voir un peu plus clair. Sinon on n'a pas les PV de réunion, on n'a pas les arbitrages. On est en dehors du processus décisionnaire.

On découvre seulement maintenant un certain nombre de questions de fond, alors qu'il n'y a plus qu'un mois pour décider. J'ai lu qu'une partie des choses serait tranchée pour le 18 juin : autant dire que c'est difficile de peser. Ce qu'on aimerait, c'est avoir le calendrier détaillé des prises de décisions, savoir quand tout doit être plié. On aimerait aussi avoir accès aux débats de la Solideo, ce qu'on n'a pas. On a envoyé des mails mais il n'y a pas de réponses.

Dans ce type de méga événements sportifs il y a une « nécessaire précipitation », qui rend la machinerie technocratique encore plus opaque. Leur obsession c'est d'aller vite. Pour faire face à la critique, la structure intercommunale Plaine Commune a monté un comité de suivi, sorte d'instance de concertation. La prochaine réunion aura lieu le 16 mai. Mais le problème, c'est que l'essentiel des arbitrages seront tranchés avec la venue du CIO le 18 juin. Autant dire que même si on avait les documents ou les informations, de toute façon ce ne sont pas les habitants qui décident.

Le collectif va-t-il continuer après le 18 juin, lorsque les décisions seront prises ?

Oui ! Là, on est parti jusqu'en 2024, voire après. On va intervenir sur les dépassements, le respect des engagements pris, sur le foyer en particulier. Sur le village olympique ça ne sera pas tranché maintenant, savoir si ça sera transformé en logement social, a priori c'est 40 % de logement social, mais en fait il doit y avoir du 1 % logement ce qui n'est pas du vrai logement social mais supérieur. Nous ce qu'on va demander c'est que, pour que ce soit accessible aux habitants de Saint-Denis et Plaine Commune, il y ait un quota de PLAI (le plus accessible aux bas revenus) et on vérifiera ce qui va être fait en la matière. Si c'est pour loger des classes supérieures, on verra vite que c'est de la

gentrification déguisée.

La meilleure manière de faire pour nous, c'est de continuer à leur mettre la pression dans les réunions et sur les réseaux sociaux, quitte à ce qu'on participe à des lieux de discussion, mais tout en restant casse-pieds.

La ville et Plaine Commune pavoisent en disant : « Les jeux sont à nous ». Pour toi les jeux sont à qui ?

Ce qui est certain, c'est que les grandes boîtes vont être associées. Le CIO, qui est une organisation richissime et qui est en Suisse pour ne pas payer d'impôts, a déjà vendu ses droits télé. L'héritage pour les villes est assez incertain. On aura peut-être une piscine vaguement accessible aux scolaires, sans doute un plan de réhabilitation des infrastructures sportives locales, on va avoir un nouveau quartier qui va devoir être rentable, on va avoir une gare du Grand Paris qui va renforcer un quartier d'affaires. Donc en fait pour les habitants actuels de Saint-Denis ça ne change pas grand chose. Mais pour les investisseurs, c'est sûrement une super affaire !

Pour l'image, pour la transformation du 93 en annexe de Paris, là ça va marcher. Les élus s'investissent à fond sur cette idée. Ils font parfois preuve d'une certaine bonne foi, ils pensent que ça va améliorer les choses, mais en fait ils ne se rendent pas compte qu'ils retranscrivent une idéologie ultra-classique d'urbanisation néolibérale. Ils appliquent la théorie du ruissellement en récupérant une partie de l'argent du grand capital pour favoriser une politique sociale localement, avec un maintien du logement social, des centres de santé, mais leur marge de manœuvre est très faible. Saint-Denis aurait pu jouer le bras de fer avec l'État, négocier à la dure et obtenir plus. Là ils cèdent leurs terrains, ils cèdent une partie de leur ville. Ils ont joué les enthousiastes au début, et maintenant ils se réveillent en constatant les reculs, le rôle d'alibi qu'on leur a fait jouer.

Propos recueillis par Jean-Marc Bourquin

P.-S.

* HEBDO L'ANTICAPITALISTE - 429 (10/05/2018). Créé le Samedi 12 mai 2018, mise à jour Samedi 12 mai 2018, 15:03 :

<https://npa2009.org/idees/societe/jo-2024-le-gros-probleme-cest-le-deficit-de-democratie>